



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 21 septembre 2016 — N° 188

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de D’Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Souligner le 29^e anniversaire de l'Association masculine de Côte-Saint-Luc.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire du Club FADOQ de Contrecoeur.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations aux écoles Sainte-Marguerite et Arc-en-ciel de Laval.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Défi Danse Mascouche.*
- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Hommage aux citoyens de la circonscription de La Prairie qui ont participé aux Jeux olympiques de Rio.*
- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jacques Savard.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner le travail de Carmel-Antoine Bessard visant à encourager les jeunes Nord-Montréalais à rester à l'école.*
- Le député des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de l'ADOberge Chaudière-Appalaches.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner les dix nouveaux intronisés au Panthéon des sports de Sherbrooke.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Félicitations à l'AFÉAS de Trois-Pistoles pour son 50^e anniversaire.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 7) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 8) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 9) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

- 10) Projet de loi n° 86**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 11) Projet de loi n° 96**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 12) Projet de loi n° 98**
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le **11 mai 2016**
- 13) Projet de loi n° 99**
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le **3 juin 2016**
- 14) Projet de loi n° 102***
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **7 juin 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

15) Projet de loi n° 104

Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants

Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 2 juin 2016

Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **20 septembre 2016**

16) Projet de loi n° 105

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **9 juin 2016**

17) Projet de loi n° 106*

Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives

Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 7 juin 2016

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le **20 septembre 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

18) Projet de loi n° 107

Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs

Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

19) Projet de loi n° 108*

Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **8 juin 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

20) Projet de loi n° 109

Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 juin 2016**

21) Projet de loi n° 110

Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 10 juin 2016

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **20 septembre 2016**

Étude détaillée en commission

22) Projet de loi n° 70

Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016

Principe adopté le **10 mars 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

23) Projet de loi n° 87

Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016

Principe adopté le **18 février 2016**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 24) Projet de loi n° 92
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 6 avril 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 mai 2016
Principe adopté le **26 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 25) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 26) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 27) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 28) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

- 29) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Béancour le **25 septembre 2014**
- 30) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 31) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 32) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 33) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 34) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

- 38)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 39)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 41)** Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 42)** Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 43)** Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 44)** Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 45)** Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

- 46) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 48) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 49) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 50) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

54) Projet de loi n° 597

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale

Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

55) Projet de loi n° 598

Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres

Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**

56) Projet de loi n° 599

Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles

Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

57) Projet de loi n° 690

Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police

Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

58) Projet de loi n° 691

Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés

Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

59) Projet de loi n° 693

Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État

Présenté par le député de Sainte-Rose le **10 juin 2016**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

60) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

61) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

62) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins

Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

63) Projet de loi n° 214

Loi concernant la Ville de Drummondville

Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

64) 20 septembre 2016

Motion du député de Sanguinet:

QUE l'Assemblée nationale se prononce contre le projet
d'Énergie-Est.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition d'Investissement Québec concernant le chapitre 1 du rapport du Vérificateur général de juin 2016 intitulé « Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique ».
- Audition du ministère de la Culture et des Communications concernant la gestion administrative et les engagements financiers du ministère et de la Régie du cinéma.
- Audition de la Société des alcools du Québec concernant le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Société des alcools du Québec : achat et vente de boissons alcooliques et performance ».
- Audition de la Régie du logement concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Régie du logement : traitement des demandes ».
- Audition du secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 7 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Système électronique d'appel d'offres au gouvernement du Québec ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2016-2020 d'Hydro-Québec (mandat confié le 8 juin 2016).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 105**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique (mandat confié le 20 septembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

- Audition du Commissaire au lobbyisme sur le rapport intitulé « Étude sur l'assujettissement de tous les organismes à but non lucratif aux règles d'encadrement du lobbyisme, tel que prévu au projet de loi n° 56, Loi sur la transparence en matière de lobbyisme ».

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 24 mai 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

183) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Depuis 2001-2002, les rapports annuels de gestion de votre ministère sont normalisés et le chapitre 3, « Utilisation des ressources », contient les données sur les ressources humaines, budgétaires et financières de l'année.

Toutefois, il est impossible d'établir avec précision l'évolution du budget de votre ministère. En effet, les ajouts et retraits de secteurs sous la responsabilité de votre ministère rendent l'exercice de compilation comptable hasardeux, voire impossible. Le transfert au MFFP des activités fauniques et des parcs est la dernière illustration de ce genre. Il est nécessaire de rendre la comparaison significative.

C'est d'autant plus vrai que le ministère a ajouté à sa mission originelle de protection de l'environnement celles du développement durable, de la préservation de la biodiversité et de la lutte contre les changements climatiques.

En somme, une compilation détaillée de l'évolution du budget ministériel depuis 10 ans est nécessaire. La direction du budget de votre ministère est sûrement en mesure de produire les tableaux qui permettent d'éclairer les citoyens et les élus sur l'évolution à long terme des ressources humaines, budgétaires et financières de votre ministère.

- Le MDDELCC peut-il rendre publique une compilation détaillée et comparable des ressources humaines, budgétaires et financières des 10 dernières années?
- Le MDDELCC peut-il faire les ajustements nécessaires dans le prochain rapport annuel de gestion?

190) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **20 septembre 2016**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En février dernier, j'ai demandé d'obtenir des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant les traverses Québec–Lévis, Sorel-Tracy–Saint-Ignace-de-Loyola, Matane–Baie-Comeau–Godbout et Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine pour la période du 1^{er} novembre 2015 au 1^{er} février 2016. Moins d'un mois suivant ma demande, le prédécesseur de l'actuel ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports avait su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de ces traverses pour chacun des mois de février à septembre 2016?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour chacune de ces traverses :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1^{er} février et le 1^{er} mars 2016, entre le 1^{er} mars 2016 et le 1^{er} avril 2016, entre le 1^{er} avril 2016 et le 1^{er} mai 2016, entre le 1^{er} mai et le 1^{er} juin 2016, entre le 1^{er} juin et le 1^{er} juillet 2016, entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} août 2016 et entre le 1^{er} août et le 1^{er} septembre 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2015)?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1^{er} février et le 1^{er} mars 2016, entre le 1^{er} mars 2016 et le 1^{er} avril 2016, entre le 1^{er} avril 2016 et le 1^{er} mai 2016, entre le 1^{er} mai et le 1^{er} juin 2016, entre le 1^{er} juin et le 1^{er} juillet 2016, entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} août 2016 et entre le 1^{er} août et le 1^{er} septembre 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2015)?

191) M. Turcotte (Saint-Jean) – **21 septembre 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

La rivière Richelieu constitue le plus important affluent de la rive sud du fleuve Saint-Laurent et draine un vaste territoire du sud du Québec. Dans la Municipalité régionale de comté (MRC) du Haut-Richelieu, la rivière se caractérise par une très faible dénivellation et celle-ci s'étend sur de grandes distances vers les terres. Les rives sont généralement boisées et, lorsque le niveau d'eau de la rivière est bas, elles ont un aspect qui s'apparente à de la terre ferme.

Au fil des nombreuses années de développement de ma région, les gouvernements du Québec et du Canada sont intervenus pour construire des infrastructures à même la rivière, dont la construction du pont Jones et du pont Gouin, la construction – puis l'élargissement – du canal de Chambly, celle du pont du CN, la construction du pont du CP, et, prochainement, la reconstruction du pont Gouin.

Plusieurs de mes concitoyens se questionnent sur les différents enjeux touchant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables et la Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu. D'ailleurs, à cet égard, le 10 août dernier, une assemblée publique de l'Association des citoyens de la plaine inondable avait lieu. Voici quelques questions que mes concitoyens désirent vous poser :

- Est-ce que le gouvernement du Québec a respecté les droits des citoyens riverains lorsqu'il est intervenu à proximité de la rivière Richelieu?
- Est-ce que le gouvernement du Québec a respecté ses engagements envers les 1300 propriétaires riverains touchés par la Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu?
- Pourquoi, au printemps 2015, le gouvernement du Québec a-t-il retiré de la zone inondable « 0-20 ans » environ 700 propriétaires de Laval?
- Est-ce que le gouvernement du Québec compte mettre en place un système en temps réel de prévision des crues et de cartographie des inondations pour le lac Champlain et la rivière Richelieu, tel que l'a recommandé le Groupe de travail technique international du lac Champlain et de la rivière Richelieu de la Commission mixte internationale?

192) M. Lemay (Masson) – **21 septembre 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le ministre est sans doute bien au fait de la situation qui prévaut actuellement dans l'industrie des médias écrits en ce qui a trait à la nouvelle tarification 2016 de Recyc-Québec. Je lui ai d'ailleurs adressé une lettre le 28 juin dernier à cet effet. J'ai aussi été informé que dans la semaine du 5 septembre dernier, le ministre a rencontré trois représentants d'Hebdos Québec et leur a mentionné qu'il ferait de ce dossier une priorité.

La nouvelle tarification 2016 de Recyc-Québec, approuvée par le gouvernement, prévoit des hausses très importantes de l'ordre de 80% d'augmentation en 3 ans, à laquelle s'ajoutent un contexte déjà difficile pour l'industrie des médias écrits et une augmentation du prix du papier de 11,5% en 2016.

Les journaux régionaux exercent un rôle essentiel et vital au sein de leurs communautés et il devient de plus en plus évident que le modèle de financement actuel des services de recyclage pourrait être revu. En raison du nombre grandissant d'éditeurs qui migrent vers des supports électroniques, la nouvelle répartition des coûts met en danger la survie de plusieurs hebdomadaires locaux.

Le ministre conviendra certainement de l'intérêt pour tous les citoyens de continuer à avoir accès à de l'information locale de qualité. Ma question pour lui est très simple : A-t-il l'intention de revoir à la baisse la nouvelle grille tarifaire de Recyc-Québec et quand et comment entend-il donner suite à ce dossier?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS